

L'épisode de sécheresse de l'été 2003 avait conduit l'Inspection des Installations Classées à proposer courant 2004, des arrêtés préfectoraux complémentaires visant la mise en place, au sein des établissements concernés, des mesures adaptées de réduction de la consommation d'eau, en cas de situation hydrologique critique, et des mesures pour limiter les impacts des rejets aqueux.

Ces mesures sont mises en place d'une manière graduelle, en cas de situation de sécheresse, selon les seuils définis dans l'arrêté cadre régional n° 2008-207 du 17 juin 2008 *relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans les bassins versants de la Meuse, de la Moselle et de la Sarre*.

Cet arrêté a été remplacé par l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 08 juin 2017 *relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse*, qui fixe de nouveaux seuils et délimite les zones de gestion sur lesquelles est caractérisée la situation hydrologique en période d'étiage.

Le tableau ci-après rappelle les seuils des deux arrêtés cadre :

Seuils définis par l'AP cadre du 17 juin 2008	Seuils définis par l'AP cadre du 08 juin 2017
Normale	Normale
	Vigilance
Vigilance	Alerte
Crise	Alerte renforcée
Crise renforcée	Crise

Afin de poursuivre le travail d'information des industriels, en cas de situation hydrologique difficile et assurer le suivi des mesures que ces derniers mettent en place pour limiter leur consommation et réduire leurs rejets, il paraît nécessaire de mettre à jour les prescriptions sécheresse intégrées dans les arrêtés préfectoraux des ICPE concernées.

La société URSA à SAINT-AVOLD fait partie des établissements visés par des prescriptions sécheresse qui nécessitent une mise à jour, via le projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

Cette mise à jour n'apporte pas de contrainte supplémentaire notable à l'exploitation de l'établissement, en conséquence l'Inspection des Installations Classées considère qu'il n'est pas nécessaire de présenter cette proposition d'arrêté préfectoral complémentaire en CODERST.

L'exploitant a été consulté sur ce projet d'arrêté complémentaire et ses observations ont été prises en compte.

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

modifiant les prescriptions sécheresse de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015, autorisant la société URSA à exploiter ses installations détaillées dans le présent arrêté situées sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles L.211-3 et R.211-66 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (art. 14) et la nécessité de fixer si besoin plusieurs niveaux de prélèvements dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences de sécheresse ;

VU l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 08 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse ;

VU la circulaire du Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement du 18 mai 2011 et relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015, autorisant la société URSA à exploiter ses installations détaillées dans le présent arrêté situées sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin –Meuse ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 19 juin 2018 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en œuvre en cas de situation de sécheresse des mesures de réduction des prélèvements en eau et/ou de l'impact des rejets aqueux ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 pour les rendre compatible avec les seuils fixés dans l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 08 juin 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

A R R E T E

Article 1^{er}

La société URSA (numéro SIREN : 351 970 595), dont le siège social est situé, Maille Nord III, 9/10 porte de Neuilly à NOISY LE GRAND (93160) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'ensemble des installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD.

Article 2

L'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 susvisé, est modifié comme suit :

«

Article 4.5.1 : Mesures d'urgence en cas de situation hydrologique difficile

Article 4.5.1.1 :

L'exploitant met en œuvre les mesures visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur lors de la survenance d'une situation d'alerte, d'une situation d'alerte renforcée ou de crise telles que définies dans l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 08 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse.

Article 4.5.1.2 :

Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;
- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;
- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;
- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;
- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :

- les débits journaliers de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement ;
- le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ;
- le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ;
- le débit en marche dégradée ;
- le débit de sécurité si existant ;
- la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ...

Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.

L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).

Article 4.5.1.3 :

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées à l'article 4.5.1.2).

De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 4.5.1.2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.

Article 4.5.1.4 :

Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée (citées à l'article 4.5.1.3) nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le Préfet.

Article 4.5.1.5 :

L'exploitant accuse réception à l'Inspection des Installations Classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par la Préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 4.5.1.2, 4.5.1.3 et 4.5.1.4 ci-dessus.

Article 4.5.1.6 :

Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises sera établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte.

Il comportera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

»

Articles d'exécution